

# Les Echos SPÉCIAL

## MANAGEMENT DES RISQUES

**Panorama** Investissements : un tour du monde des nouveaux risques et des pôles de stabilité // P. 38 | **Interview** Bertrand Viala, fondateur d'Aldebaran Corporate Intelligence : « Peu de zones sont véritablement inaccessibles, mais... » // P. 38 | **Zoom** Fraudes : le catalogue des nouvelles arnaques // P. 39 | **Cybersécurité** 7 risques capitaux qui planent sur votre système d'information // P. 39 |

**TENDANCE** // Pour les entreprises, l'accroissement du risque terroriste n'a pas eu pour seul effet le renforcement des dispositifs de sécurité. L'impact se fait aussi sentir sur le management et les recrutements.

# Prévention anti-attentat : ce qui a changé pour les entreprises

Julie Le Bolzer

Le devoir de vigilance et les dispositifs sécuritaires se sont invités dans le quotidien. Pour certains, ils sont vécus comme une contrainte entravant le business et provoquant des coûts supplémentaires. « Dans les entreprises qui accueillent du public, la prévention du risque terroriste engendre des dépenses puisqu'il s'agit de renforcer les effectifs dédiés à la surveillance et de se doter d'outils technologiques. C'est notamment vrai dans la grande distribution, un secteur qui représente 20 % de la clientèle des sociétés de sécurité », observe Olivier Duran, le porte-parole du Syndicat national des entreprises de sécurité (SNES), qui met en garde contre la tentation d'avoir recours à des prestations low cost. Toutefois, de manière globale, la démarche des organisations se révèle plutôt volontariste...

« Il y a une vraie demande pour savoir comment agir concrètement et efficacement », constate Sophie de Menthon, présidente du mouvement Ethic (\*), qui compte, parmi ses membres, des sociétés de toute taille et de tout secteur. Face à ce besoin d'informations précises, la CGPME et le SNES ont édité, quelques semaines à peine après les attaques contre « Charlie Hebdo » et l'Hyper Cacher, un guide de mesures de prévention à l'intention des PME. « Ces recommandations, simples et pragmatiques, revêtent la forme de conseils pratiques. Et, surtout, elles expliquent ce qu'est l'état d'urgence, un concept assez vague pour nombre de nos adhérents », indique-t-on à la CGPME.

### Audit et diagnostic

Les points clefs de la protection de l'entreprise ne concernent pas uniquement l'installation de dispositifs appropriés, comme la maîtrise des points d'accès, la vidéosurveillance, le traitement du courrier, la fouille des salariés et des visiteurs, les opérations de sensibilisation des équipes... « La première étape indispensable est l'évaluation du risque, avec l'identification de la menace potentielle et ses probabilités », pointe Olivier Duran. Cette démarche en amont, qui suppose audit et diagnostic, n'est pas faite systématiquement, ce qui permet de différencier les prestations des 4.000 entreprises de sécurité françaises.

Parmi les mesures préconisées par la CGPME et le SNES, figure également « la vérification précautionneuse des identités lors des recrutements ». Être parfaitement informé sur le futur personnel est essentiel. Mais aussi sur les collaborateurs déjà en place. « Il y aurait aujourd'hui, en France, 11.500 personnes faisant l'objet d'une fiche S. Mais les entreprises n'ont pas accès aux informations relatives à ces pro-

files : c'est pour cela que notre organisation patronale est montée au créneau en envoyant un courrier au ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve », explique Sophie de Menthon.

Enfin, les attentats créent un climat d'insécurité auquel certains collaborateurs, plus fragiles, se révèlent particulièrement sensibles. Cela conduit de nombreux patrons à adapter leur management et à s'intéresser de plus près à la gestion des risques psychosociaux (RPS), en déclenchant des dispositifs d'accompagnement spécifiques, par exemple des cellules d'écoute psychologique. Pour preuve, au lendemain des drames du 13 novembre 2015, la Fédération des intervenants en risques psychosociaux (FIRPS) a constaté que 80 % des appels reçus émanaient de chefs d'entreprise désireux de mettre en place une aide pour leurs salariés.

Paradoxalement, le risque terroriste peut parfois devenir un vecteur de développement : les entreprises de sécurité ont ainsi enregistré une croissance de 5 % en 2016 et ont massivement recruté, leurs effectifs totaux atteignant désormais plus de 160.000 salariés. « En outre, l'augmentation des besoins a suscité un élan d'innovation, avec la mise au point de nouveaux drones de surveillance ou encore des outils ultra-perfectionnés de reconnaissance faciale », note Olivier Duran.

\* Le 8 novembre prochain, le mouvement Ethic organise un colloque autour du thème « De nouveaux risques pour l'entreprise » (de 9 h à 14 h 30, à l'ENA).



Conséquence directe des risques accrus d'attentat, les sociétés de surveillance ont vu leurs effectifs croître de 5 % en 2016.

## Quand l'état d'urgence change la donne

Les conséquences des attentats se font sentir sur l'ensemble du tissu économique. Mais ce sont essentiellement les TPE qui ressentent une inflexion de leur activité.

Les prolongations de l'état d'urgence se succèdent. Dernière en date, celle de juillet 2016, qui prévoit un allongement de six mois, jusqu'en janvier 2017. Ce régime juridique d'exception, qui contribue à l'instauration d'un climat anxiogène, n'est pas sans conséquences économiques. Frappés de plein fouet par cette situation, le commerce, les HRC (hôtels, restaurants et cafés) et le tourisme ne sont pas les seuls à être impactés. Des entreprises de tout secteur subissent les répercussions de l'état d'urgence. C'est le cas de traiteurs et de loueurs de stands qui font face à de nombreuses annulations d'événement, ou encore d'acteurs du divertissement face à la fermeture provisoire de salles de spectacle.

« Dans nos activités, l'état d'urgence n'a pas d'effet sur le chiffre d'affaires mais il a un impact colossal sur notre quotidien, dans nos interactions avec tous les clients, qu'il s'agisse de cabinets d'avocats, de médias, de grands groupes industriels, d'établissements hospitaliers... » explique Frédéric Peyre, gérant de deux sociétés de transport, Amplitude

(spécialisée dans la livraison de plis et colis) et Assistance Pharma Presto (dédiée au transport d'organes et de sang). « La sécurisation des accès à des sites ultrasensibles, de type hôpitaux militaires, complique vraiment les missions de nos chauffeurs car certains de nos containers, comme ceux renfermant des produits infectieux par exemple, ne peuvent pas être ouverts, ce qui contrarie les démarches de contrôle », dit-il.

### Des conséquences sur le long terme

Comme souvent, ce sont les grands groupes qui s'en sortent le mieux. « Dans les multinationales et les sociétés du CAC40, il y a davantage de moyens. Surtout, la dimension sécuritaire est le plus souvent parfaitement intégrée au plus haut niveau et dans tous les process », observe Sophie de Menthon, présidente de l'organisation patronale Ethic. En revanche, chez les petits fournisseurs, dans les TPE et PME, la mise en place de nouvelles mesures peut entraver l'activité et elle engendre des coûts supplémentaires. « Selon une enquête réalisée par la CGPME, un tiers des petites et moyennes entreprises avaient déjà observé une inflexion de leurs résultats juste après les attentats du 13 novembre 2015. Et plus de 44 % d'entre elles craignaient de lourdes conséquences sur le long terme. — J.L.B.

### Ces dispositifs qui complexifient le quotidien



#### Fouille

L'utilisation des « raclettes » ou détecteurs de métaux portatifs, le plus souvent couplée avec la fouille ou l'inspection visuelle des sacs et bagages, s'est généralisée dans les entreprises, centres d'affaires, immeubles de bureaux...



#### Poste d'inspection filtrage

Jusqu'alors réservés quasi exclusivement aux aéroports, les postes d'inspection filtrage (PIF), dont les rayons X permettent la détection d'armes ou d'explosifs, sont devenus un impératif pour certaines entreprises exerçant une activité à risque.



#### Portique

Sans doute l'un des dispositifs les plus contraignants puisqu'il s'accompagne souvent d'une palpation, le portique de sécurité constitue néanmoins le système le plus plébiscité à l'heure actuelle (certains fabricants sont en rupture de stock).